



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 26 août au 1^{er} septembre 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- La croissance du PIB reste solide au T2 (+1,2%).
- Avec un taux de chômage tombant à 9,1% en juillet, la dynamique du marché du travail est une nouvelle fois confirmée.
- La Banque centrale brésilienne prépare le lancement de la phase pilote du réal numérique.
- Evolution des marchés du 26 août au 1^{er} septembre 2022.
- Graphique de la semaine : contributions par composantes de l'évolution trimestrielle du PIB.

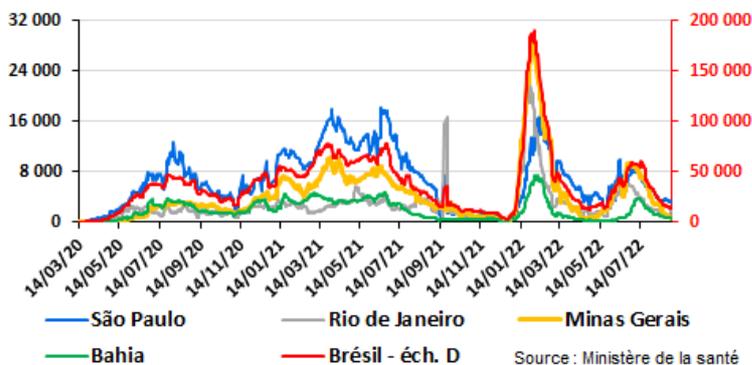
LE CHIFFRE À RETENIR

+2,5%

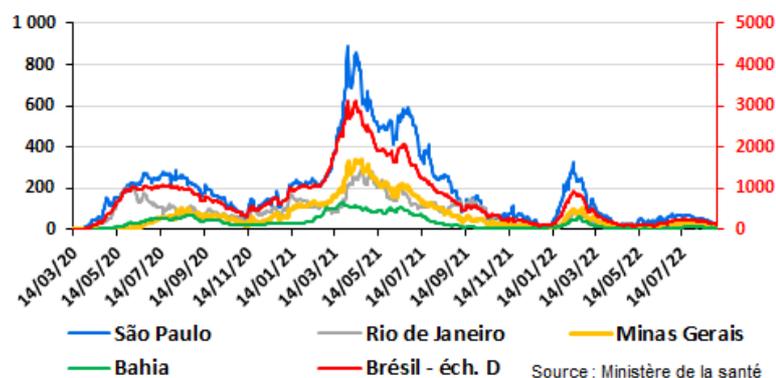
C'est la croissance de l'économie brésilienne sur le S1 2022, comparé au S1 2021. Cette solide progression de l'activité observée sur la 1^{ère} partie de l'année devrait néanmoins ralentir au S2.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

**Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)**



**Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)**



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 14 322 nouveaux cas de Covid-19 et 135 décès par jour (contre 16 368 et 159 la semaine précédente). Au 31 août, le Brésil compte au total 34,4 M contaminations détectés et 684 000 décès depuis le début de la pandémie.

La croissance du PIB reste solide au T2 (+1,2%).

D'après les statistiques de l'IBGE, **le PIB du Brésil a enregistré une variation trimestrielle (t.t.), corrigée des variations saisonnières (cvs), de +1,2% au T2 2022.** Sur le T1 2022 (+1,1%) et le T4 2021 (+0,8%), l'activité était déjà en progression après deux trimestres atones (-0,3% t.t. au T2 2021 et +0,1% t.t. au T3 2021).

La croissance trimestrielle a dépassé les attentes du marché, qui tablaient sur une croissance de +0,9% t.t. Par rapport au même trimestre en 2021, le PIB progresse de +3,2%. En comparant les 4 derniers trimestres (T3 2021 à T2 2022) au 4 précédents (T3 2020 à T2 2021), le PIB croît de 2,6%. Ces performances sont encore largement expliquées par un effet de base lié à la chute de l'activité au début de la pandémie. **Le niveau d'activité du dernier trimestre est désormais supérieur de 3% au niveau pré-pandémie (T4 2019).**

Côté demande (cf. graphique 1), **la croissance de la consommation des ménages (+2,6% t.t.), qui pèse 68% du PIB**, s'est traduite par une contribution de +1,8 point de pourcentage (p.p.) au résultat du T2. En dépit de l'érosion du pouvoir d'achat entraînée par l'inflation (notamment alimentaire et énergétique), la consommation a été **portée par la dynamique du marché de l'emploi et par les mesures de relance budgétaire.** La consommation des administrations publiques est en recul au T2 (-0,9%), avec une contribution négative à la progression du PIB (-0,2 p.p.).

L'investissement (FBCF - formation brute de capital fixe) a rebondi (+4,8% t.t.) contribuant positivement (+0,9 p.p.) à la croissance trimestrielle. Cette évolution, qui intervient dans un contexte de resserrement monétaire peu propice à l'investissement, est notamment expliquée par un effet de base après la chute de la FBCF au T1 (-3% t.t.).

Concernant le secteur externe, **les exportations de biens et services en valeur diminuent (-2,5% t.t.)**, après une forte hausse dans le T1 (+5,7%) expliquée par la hausse du cours des matières premières

exportées par le Brésil. Les importations sont quant à elles en progression (+7,6% t.t.). **Même si la balance commerciale reste positive, elle est par conséquent en nette dégradation, contribuant pour -1,3 p.p. à la croissance du PIB au T2.**

Côté offre (cf. graphique 2), **les services (qui pèsent 61% du PIB), progressent pour le 8^{ème} trimestre consécutif (+1,3% t.t.).** Ce secteur est celui qui porte le plus la croissance, avec une contribution à hauteur de +0,8 p.p.. La reprise décalée des services en présentiel, suivant la levée des restrictions sanitaires et le retour de la mobilité, a favorisé le segment des « autres services » (bars et restaurants, hôtellerie, santé et éducation), qui pèse 13% du PIB et progresse de +3,3% t.t. Il contribue à hauteur de +0,4 p.p. à la croissance au T2. Le commerce de détail progresse également (+1,7% t.t.).

L'industrie est également en expansion sur le trimestre (+2,2% t.t.), avec une contribution de +0,4 p.p. au résultat trimestriel. Le segment des utilities (électricité, gaz, eau, égouts, gestion des déchets) reste le plus dynamique (+3,1% t.t.). La construction et l'industrie extractive croissent respectivement de +2,7% t.t. et +2,2% t.t. L'industrie manufacturière poursuit sa récupération (+1,7% t.t.) dans un contexte de début d'assouplissement des restrictions d'approvisionnement.

Enfin, **l'agriculture progresse (+0,5% t.t.)** mais à un rythme faible pour peser sur le résultat global.

Les résultats du T2 révèlent une bonne dynamique de l'activité et **pourraient conduire à une nouvelle révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2022.** La médiane des estimations de marché pour 2022 tournait autour de +2,1% avant la publication en début de semaine. **La croissance dans la 2^{ème} partie de l'année risque toutefois d'être plus faible**, voire nulle, dans un contexte de fort resserrement monétaire et d'essoufflement de la dynamique de récupération post-pandémie.

Avec un taux de chômage tombant à 9,1% en juillet, la dynamique du marché du travail est une nouvelle fois confirmée.

Dans le cadre de son enquête *PNAD Contínua*, l'IBGE a publié les données du trimestre mobile fini en juillet 2022, qui montrent une **nouvelle amélioration des indicateurs du marché du travail**. Dans le détail, le **taux de chômage¹ est tombé à 9,1% en juillet 2022²**, légèrement au-dessus des anticipations du marché (9%). **Cela représente une baisse de 1,4 p.p par rapport au trimestre précédent (10,5%)**. C'est le chiffre le plus bas depuis 2015.

Selon les statistiques du *Novo Cadastro Geral de Empregados e Desempregados* (Novo Caged), publiées par le Ministère de l'Économie, l'amélioration s'explique notamment par **la création d'emplois**, grâce à la reprise du secteur des services. En juillet, 219 000 emplois formels nets ont été créés. Entre juillet 2021 et juillet 2022, le solde net de création d'emplois formels atteint +2,5 M.

Le taux d'emploi³ passe ainsi de 55,8% à 57%, avec une hausse du nombre de personnes employées (de 96,5 M à 98,7 M) supérieure à celle de la population en âge de travailler (de 172,8 M à 173,2 M).

Cette dynamique entraîne une **forte baisse du nombre de chômeurs** (de 11,3 M à 9,9 M, soit -12,9% sur le trimestre), et une progression de la population active (de 107,9 M à 108,5 M, soit +0,6%). Néanmoins, même si **la part des actifs sur l'ensemble de la population en âge de travailler progresse** sur le trimestre (de 62,4% à 62,7%), elle **reste encore inférieure au niveau pré-pandémie** (63,4% au trimestre se terminant en janvier 2020).

¹ Le **taux de chômage** est mesuré comme le ratio entre le nombre de chômeurs et la population active (ou « force de travail », i.e. les personnes ayant un emploi professionnel ou en cherchant un activement sur le marché du travail).

² Les chiffres de l'emploi publiés par l'IBGE (PNAD Contínua) et par le Ministère de l'économie (CAGED) ne sont pas corrigés des variations saisonnières (ncvs).

³ Le **taux d'emploi** est le pourcentage de la population en âge de travailler (plus de 14 ans au Brésil) qui travaille (employés, entrepreneurs, autonomes).

Par rapport au taux de chômage enregistré à la même période de 2021 (13,7%), cela représente une chute de 4,6 p.p. Ces chiffres sont aussi en **nette amélioration par rapport au niveau pré-covid** (11,4% au trimestre se terminant en janvier 2020).

Une fois corrigée des variations saisonnières (cvs), les analyses des institutions financières privées estiment que **le taux de chômage se situe autour de 9%, en recul par rapport à avril 2022 (9,5%)**.

Le revenu mensuel moyen en termes réels a progressé (+2,9% t.t.) et se situe désormais à 2 693 BRL (515 EUR). C'est la première fois qu'on note une telle progression sur un trimestre depuis juillet 2020, la progression des salaires en nominal étant désormais supérieure à l'inflation. Cette progression participe à la **croissance de la masse salariale réelle mensuelle (+5,3% t.t.)**, qui a atteint 260,7 Mds BRL (50 Mds EUR) et contribue au **dynamisme de la consommation des ménages**.

On observe par ailleurs une diminution sur le trimestre de 1,8 M de personnes dans la main d'œuvre sous-utilisée, qui agrège à la fois les personnes au chômage, les personnes sous-employées (travaillant moins que ce qu'elles ne voudraient), les chômeurs découragés et les autres actifs dans la force de travail potentielle. **Ce contingent de chercheurs d'emploi « potentiels » se situe à 24,3 M, soit un taux de main d'œuvre sous-utilisée de 20,9% (-1,6 p.p sur le trimestre)**.

Le taux d'informalité⁴ est en légère diminution à 39,8% de la population occupée, contre 40,1% au trimestre précédent. Cela s'explique par une hausse du nombre de travailleurs informels (+1,4% pour atteindre 39,3 M) moins importante que celle de la population occupée (+2,2%). **L'amélioration des chiffres de l'emploi est cependant plus forte dans**

⁴ Le **taux d'informalité** est le ratio entre les travailleurs informels et la population occupée. Au Brésil, l'emploi informel comprend les employés du secteur privé sans permis de travail signé (dit *carteira de trabalho*), les employés de maison sans permis de travail signé, les travailleurs familiaux auxiliaires, ainsi que les employeurs et travailleurs indépendants sans entreprise inscrite au registre national des personnes morales (CNPJ).

le secteur informel (+4,8% dans le secteur privé) que dans le secteur formel (+1,6%).

Les données mensualisées relayés par les banques privées semblent toutefois indiquer en juillet une récupération de l'emploi moins forte que ce qui a été constaté ces derniers mois, pouvant faire craindre un arrêt de la tendance d'amélioration. En plus de l'essoufflement des effets de la réouverture de l'économie et de la récupération décalée du secteur des services, la bonne dynamique de l'emploi devrait être freinée par le resserrement monétaire qui va peser sur l'activité. Au S2, l'activité devrait ainsi être plus poussive et **on pourrait ainsi assister à une stabilisation du marché du travail.**

La Banque centrale brésilienne prépare le lancement de la phase pilote du réal numérique.

La Banque centrale brésilienne (BCB) vient de sélectionner 9 projets innovants dans le cadre de l'appel à projets *LIFT Challenge Real Digital* pour le développement d'une monnaie numérique. Proposés par diverses institutions financières, ces projets seront testés durant une phase pilote, préalablement au lancement de cette monnaie numérique.

La BCB se veut relativement pionnière sur le sujet. Elle devrait lancer début 2023 cette phase pilote pour une durée d'un an. Si aucune date n'a encore été fixée pour une mise en œuvre effective du réal numérique, elle pourrait intervenir en 2024.

Le réal numérique se classe dans la catégorie des *Central Bank Digital Currency (CBDC)*. A la différence d'une cryptomonnaie, une monnaie numérique n'est pas un actif mais une nouvelle forme de monnaie émise par une banque centrale. L'objectif de sa mise en place est de faciliter le développement de nouveaux services financiers, d'accroître la flexibilité du système financier et d'engendrer des coûts d'intermédiation plus faibles.

Au Brésil, le réal numérique serait l'équivalent, sous forme dématérialisée, des billets en réaux (monnaie fiduciaire). Les deux auraient la **même la valeur, stabilité et garantie, et seraient interchangeables.**

Les réaux du réal numérique seraient de la responsabilité de la BCB. Cette forme de monnaie diffère ainsi des réaux traditionnels déposés sur les comptes en banque privée (relevant de la forme *scripturale* de la monnaie).

Le réal digital a pour vocation d'être utilisé par le grand public, par le biais d'un portefeuille virtuel détenu auprès des institutions financières agréées par la BCB.

La BCB considère que l'un des défis de la mise en œuvre de ce système est paradoxalement que le système de paiement brésilien est déjà moderne (notamment grâce au système de paiements instantanés PIX⁵, dont certaines caractéristiques peuvent ressembler à une monnaie numérique, dans lequel la BCB a joué un rôle moteur).

La BCB juge ainsi que l'adoption du réal digital sera conditionnée à une réelle plus-value pour l'utilisateur, garantie par des avancées technologiques. Les 4 thèmes de l'appel à projet *LIFT Challenge Real Digital*, sont ainsi : **DvP (Delivery versus payment)**, système garantissant à la contrepartie qu'elle règlera ce qu'elle doit si, et seulement si, elle reçoit également un bien ou service qui lui est dû) ; **PvP (Payment-versus-payment)**, même principe mais cette fois avec deux transferts monétaires) ; **Internet des objets, Finances décentralisées**. Tous les projets utilisent les *smart contracts*, des contrats dématérialisés reposant sur la technologie des blockchains. Le *smart contract* se caractérise par l'absence d'intermédiaires, les termes du contrat s'exécutant automatiquement et de manière sécurisée.

⁵ Voir les [brèves du 20 janvier 2022](#).

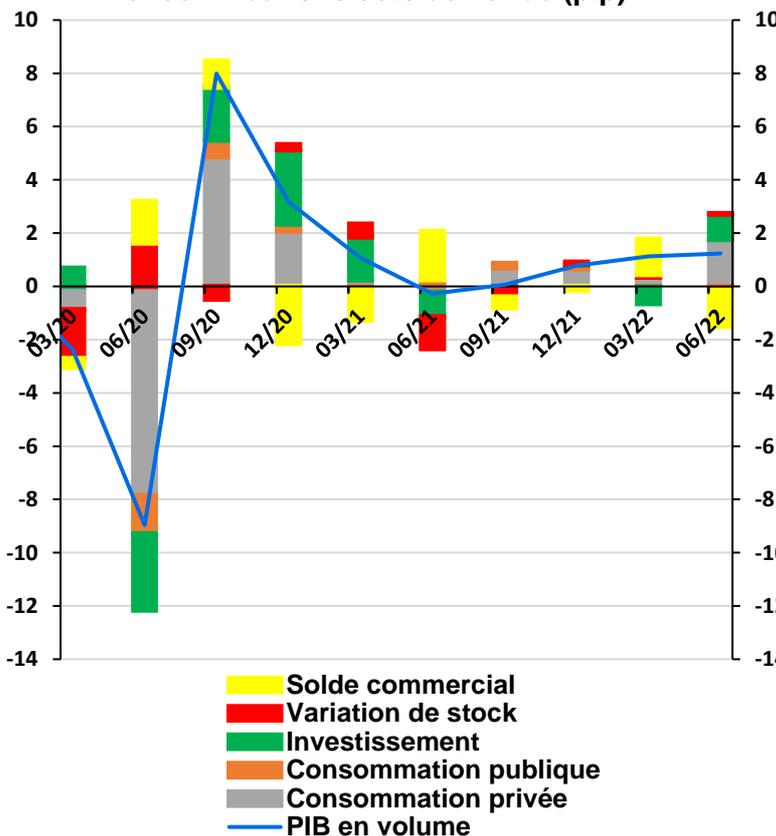
Evolution des marchés du 26 août au 1^{er} septembre 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,1%	+5,7%	110 859
Risque-pays (EMBI+ Br)	-3pt	-41pt	285
Taux de change R\$/USD	+2,1%	-7,7%	5,24
Taux de change R\$/€	+2,0%	-18,7%	5,21

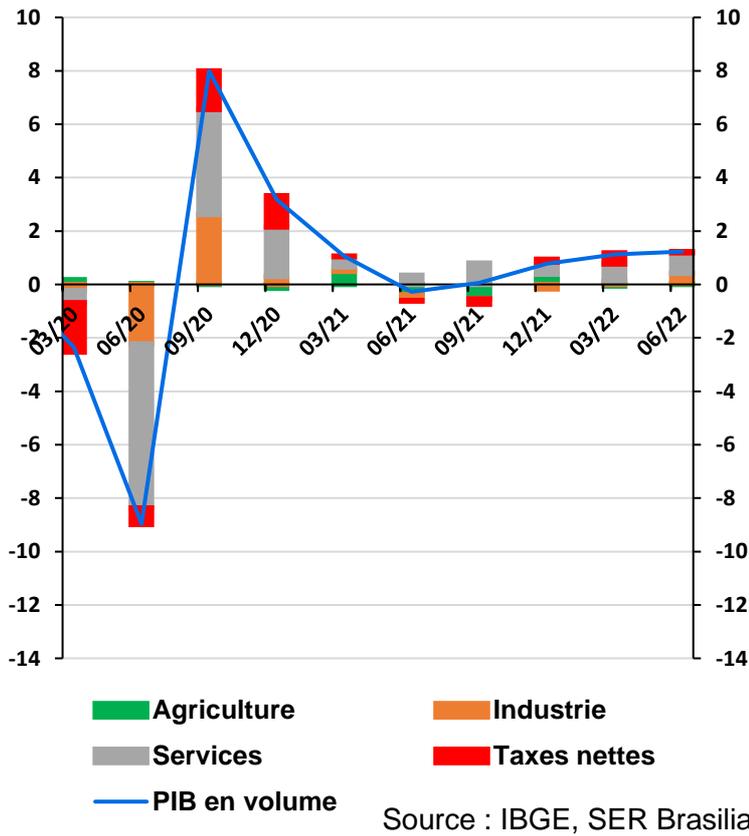
* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : contributions par composantes de l'évolution trimestrielle du PIB.

Graphique 1. Croissance du PIB (% , g.t) et contributions côté demande (p.p)



Graphique 2. Croissance du PIB (% , g.t) et contributions côté offre (p.p)



Source : IBGE, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international